

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 21 mars 2024

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 24-147

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOULINS SOUFFLET

2, Rue du Moulin
10500 DIENVILLE

Code AIOT : 0005701977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 mars 2024 dans l'établissement MOULINS SOUFFLET implanté 2, Rue du Moulin - 10500 DIENVILLE. L'inspection a été annoncée le 25 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULINS SOUFFLET et SOUFFLET AGRICULTURE
- 2, Rue du Moulin - 10500 DIENVILLE
- Code AIOT : 0005701977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Appartenant au groupe SOUFFLET, le site MOULINS SOUFFLET de DIENVILLE comporte des activités de moulin, de stockage de céréales et de stockage de carburants. Cette dernière activité est en cours de cessation, suite à plusieurs pollutions de la rivière Aube.

Cet établissement est une ICPE relevant du régime de l'autorisation et dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012243-0004 du 30 août 2012, pris lors de la réalisation du projet de modernisation des installations.

Le site emploie près de 40 personnes et a une activité meunière 7 jours sur 7 en 3/8. L'activité de meunerie est autorisée pour une production de 550 tonnes de produits finis au maximum par jour. Ces produits finis sont des farines ou des mixes. L'appellation « mixes » désigne le mélange homogène de divers ingrédients, directement prêts à l'emploi, permettant la fabrication simplifiée de produits de boulangerie.

À noter les sols du site présentent une contamination historique en HCT (hydrocarbures totaux), HAP (hydrocarbures aromatiques), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), en lien avec l'activité de distribution de carburants du site par le passé.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Annexe – point 6	Mise en demeure, respect de prescription
4	Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 7	Mise en demeure, respect de prescription
5	Identification et localisation des points de rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 5	Mise en demeure, respect de prescription
6	Valeurs limites de flux annuels de polluants rejetés	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant
11	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 11	Demande d'action corrective

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Mise en place d'un Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Annexe – point 5
3	Valeurs limite d'émission relative aux poussières	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 6
7	Surveillance relative à la dépollution du site	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 4
8	Compatibilité de l'usage des bureaux avec les seuils de décontamination	AP Complémentaire du 10/03/2023, article 2
9	Fin de travaux	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 5
10	Servitude d'utilité publique	AP Complémentaire du 07/07/2021, article 6
12	Aspirateurs adaptés aux zones ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéa 4
13	Gestion du risque lié aux poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1
14	Stockage de produits inflammables dans le silo farine	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéa 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est montré réactif afin de résoudre rapidement les non-conformités constatées relatives au risque d'incendie et d'explosion.

En revanche, des justificatifs sont attendus afin de décrire les techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité.

De plus, l'autosurveillance des rejets atmosphériques doit être plus rigoureuse. Outre la fréquence de contrôle à respecter, il est rappelé que les conditions de fonctionnement au moment des analyses doivent être précisées, que les vitesses d'éjection doivent être en corrélation avec celles prescrites et que l'ensemble des rejets doit être mesuré afin de vérifier les flux annuels de poussières rejetés.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant d'y remédier.

2-4) Fiches de constats

Partie I : Aspects IED et suivi des rejets atmosphériques

N° 1 : Mise en place d'un Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Annexe – point 5
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques disponibles (MTD)
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</p> <p>XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;</p> <p>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats : À ce jour, le site de DIENVILLE n'est pas certifié NF EN ISO 14 001. Par sondage, l'inspection a porté sur les points IV et XIX.</p> <p><u>Pour le point IV :</u> L'exploitant a présenté la politique qualité du site, notamment au regard du label « Ecovadis » et de la norme NF EN ISO 50 001, ainsi que les objectifs et les indicateurs de performance. La norme NF EN ISO 50 001 spécifie les exigences liées à un système de management de l'énergie et fournit des recommandations de mise en œuvre, avec un objectif de réduction de la consommation d'énergie de – 11 % entre 2025/26 et 2019/2020. La notation EcoVadis s'intéresse à un vaste spectre de systèmes de gestion non financiers, notamment aux conséquences sur l'environnement. La division des MOULINS SOUFFLET a obtenu et souhaite maintenir le niveau Or. Elle a l'objectif de réduire de 15 % son bilan GES et souhaite valoriser 100 % de ses déchets.</p> <p><u>Pour le point XIX :</u> L'exploitant a indiqué qu'une revue de direction était réalisée par an sur chaque site. Par courriel du 19 mars 2024, l'exploitant a transmis la présentation de la revue de direction du 4 avril 2023 qui montre l'efficacité des mesures mises en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, Annexe – point 6
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques disponibles (MTD)
<p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <p>a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;</p> <p>Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a porté sur le point I. Par courriel du 14 mars 2024, l'exploitant a transmis un schéma complet des procédés. La légende permet d'identifier les différentes parties de l'installation et les origines des émissions sont explicites.</p> <p>Le procédé utilisé sur site n'émet aucun effluent aqueux. Les seuls rejets gazeux engendrés par l'activité du site sont les rejets de poussières à l'atmosphère.</p> <p>Les justificatifs relatifs au point b) sont manquants. Par courriel du 19 mars 2024, l'exploitant a indiqué de la rédaction de ce document était en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité, sont à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
<p>Proposition de suites :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mise en demeure, respect de prescription,- Demande de justificatifs à l'exploitant

N° 3 : Valeurs limite d'émission relative aux poussières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022, article 6	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ ou CO ₂ équivalent à 3%.	
Conduit n° 1 à 13	Concentration instantanée en mg / Nm³
Poussières	5
Constats : Le rapport du 21 décembre 2022, référencé CKL22/A513/PR0101 – version 01, présente uniquement les résultats des mesures réalisées les 3 et 4 novembre 2022 sur les conduits 8, 9, 10. Les concentrations mesurées sont conformes.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 4 : Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera tous les ans, pendant la période des moissons concernant les silos de stockage de céréales et en période représentative de l'activité du moulin, une mesure des rejets en poussières de l'ensemble des points de rejet à l'atmosphère.
Constats : La fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée. En 2023, aucune mesure n'a été réalisée. Les 3 et 4 novembre 2022, les mesures du contrôle inopiné n'ont concerné que 3 conduits sur 13. Les analyses précédentes dataient de 2019. L'exploitant s'est engagé à réaliser les mesures dès avril 2024 pour la partie relative à MOULINS SOUFFLET et lors de la moisson pour SOUFFLET AGRICULTURE. Le bon de commande a été transmis par courriel du 19 mars 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : Identification et localisation des points de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022, article 5						
Thème(s) : Risques chroniques, Air						
Prescription contrôlée :						
N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale (en mètres)	Diamètre maximal au débouché (en mètres)	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection des gaz (en m/s)	Système de filtration
1	Moulin AC1	32	0,4	4 500	10	Filtre à manches
2	Moulin AC2	32	0,4	4 500	10	Filtre à manches
3	2nd nettoyage	32	0,4	5 400	11,9	Filtre à manches
4	Pneumatique 1	32	1x1	19 800	5,5	Filtre à manches
5	Pneumatique 2	32	1x1	19 800	5,5	Filtre à manches
6	Sasseurs	32	0,75	18 000	11,3	Filtre à manches
7	1 ^{er} nettoyage	32	0,5	7 500	10,2	Filtre à manches
8	Filtration silo blé	10	0,62x0,5	8 060	7,9	Filtre à manches
9	Filtration silo Maryson	20	0,27x0,11	2 880	29,9	Filtre à manches
10	Filtration Golfetto	30	0,2	1 060	10,5	Filtre à manches
11	Filtre centralisé (refroidisseur, trémie avant presse)	33	0,16x0,11	12 000	8	Filtre à manches
12	Filtre ponctuel boisseaux farine basse et remoulage (1 par boisseau)	18	0,16x0,11	3 x 1 500	8	Filtre à manches
13	Filtre ponctuel boisseaux granulés (1 par boisseau)	21	0,16x0,11	5 x 1 500	8	Filtre à manches

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats : Le rapport du 21 décembre 2022, référencé CKL22/A513/PR0101 – version 01, présente uniquement les résultats des mesures réalisées les 3 et 4 novembre 2022 sur les conduits 8, 9, 10. Les vitesses minimales d'éjection des gaz sont toutes non conformes. Les conditions de fonctionnement lors des mesures ne sont pas renseignées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

N° 6 : Valeurs limites de flux annuels de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions de poussières canalisées (somme des émissaires 1 à 13) n'excède pas 4,851 tonnes par an.
Constats : La surveillance annuelle de l'ensemble des émissions canalisées n'étant pas réalisée, cette prescription n'est pas vérifiable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant

Partie II : Suivi de la dépollution du site

N° 7 : Surveillance relative à la dépollution du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 07/07/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none">• mensuelle de la qualité des eaux de surface, des eaux pompées et eaux traitées,• mensuelle pour le niveau piézométrique de la nappe,• semestrielle de la qualité de la nappe d'eau souterraine,• semestrielle pour les terres traitées en biotertre. <p>Les paramètres suivis comprennent les hydrocarbures totaux (HCT), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les BTEX et les 8 éléments trace métalliques (ETM). Le cas échéant, ces paramètres sont complétés par toute substance identifiée en quantité significative dans les sols ou dans les eaux souterraines.</p> <p>Les prélèvements et les analyses des eaux prélevées sont réalisés par un laboratoire agréé, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur.</p> <p>Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées avec les commentaires de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 09/02/2023, l'inspection des installations classées a accepté la demande de l'exploitant d'espacer la surveillance des eaux superficielles et du suivi piézométrique vers une surveillance dorénavant trimestrielle.</p> <p>Les biotertres ont été traités lors des travaux de 2022. Leur surveillance n'est donc plus d'actualité.</p> <p>Les résultats des analyses sont transmis régulièrement à l'inspection des installations classées. L'ensemble des paramètres prescrits est suivi. Les fréquences d'analyse sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Compatibilité de l'usage des bureaux avec les seuils de décontamination

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 10/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur l'ensemble du site, le seuil de décontamination est fixé à des teneurs compatibles avec les usages projetés en hydrocarbures totaux (HCT), en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et en BTEX. En particulier, ces seuils sont compatibles avec l'utilisation des constructions projetées.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant justifie des seuils de dépollution retenus au regard de l'analyse des risques sanitaires résiduels tenant compte de la conception retenue pour les bureaux envisagés.</p> <p>A minima le seuil de décontamination est fixé à 2 000 mg/kg MS en HCT (hydrocarbures totaux).</p>

Constats :

Les bureaux ont été déplacés de quelques mètres, au droit de la zone excavée et dépolluée, après le démantèlement de la station de distribution de carburants. Les prélèvements de contrôle réalisés à la suite des travaux ont mis en évidence des teneurs résiduelles en hydrocarbures conformes aux objectifs de dépollution dans les sols. Cette zone est actuellement occupée par des terrains sains (remblais d'apport propres recouverts de terre végétale).

Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport du 12 juin 2023, référencé N°EK2L1/23/143. Il conclut à la compatibilité de l'usage du sol avec les sols actuels. Les investigations ont consisté en la réalisation d'une canne gaz au droit de la zone du projet et au prélèvement d'un échantillon de gaz de sol le 04 avril 2023. Les résultats d'analyses n'ont pas mis en évidence la présence de sources de contamination volatiles dans les gaz de sol.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 07/07/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols

Prescription contrôlée :

A l'issue des travaux, des contrôles de l'état des sols sont réalisés pour vérifier la qualité des sols restants et mesurer les teneurs résiduelles qui doivent être inférieures au seuil fixé à l'article 2. La quantité des points de contrôle nécessaires, leur position et leur profondeur, sont déterminées selon les règles de l'art, afin d'être représentatifs de la qualité des sols sur l'ensemble du site.

L'exploitant rédige un rapport à l'issue de ces travaux présentant notamment une remise à jour de l'évaluation des risques sanitaires, les résultats des analyses pratiquées en fond de fouille et sur les flancs des zones excavées, ainsi que sur les points périphériques. Ce rapport est transmis à la Préfète et à l'inspection des installations classées dans les 3 mois suivant la fin des travaux.

Constats :

Le rapport transmis en décembre 2022, référencé EK1K0/22/865, ne concerne que les travaux relatifs à la zone excavée. Il ne répond pas à la prescription.

Toutefois les travaux de dépollution sont toujours en cours. Un point de suivi des actions engagées et à venir a été réalisé.

Pour rappel, le lavage des sols est réalisé par l'infiltration des eaux pluviales, et le confinement hydraulique s'appuie sur la présence des barrages flottants sur la rivière Aube, le pompage et le traitement des eaux souterraines. Par sondage, 2 des 3 stations de traitement des eaux pompées ont été vues, ainsi que les 2 barrages flottants.

En outre, l'exploitant envisage fin 2024 d'entreprendre une nouvelle série de mesures de la qualité des sols sur l'ensemble des points de suivi pour établir un point d'étape du suivi de la dépollution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Servitude d'utilité publique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 07/07/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Prescription contrôlée : Au regard de l'évaluation des risques sanitaires mise à jour, l'exploitant transmet à la Préfète et à l'inspection des installations classées dans les 3 mois suivant la fin des travaux, les éléments à faire figurer pour la création d'une servitude d'utilité publique.
Constats : Au regard des éléments évoqués dans le constat précédent, cette prescription n'est pas exigible à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Partie III : Prévention du risque d'explosion

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, bouche d'incendie) permettant de fournir un débit minimal de 120 mètres cubes par heure et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier à la Préfète la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. <p>Tout point d'eau naturel est signalé, doté une plateforme de mise en aspiration et respecte les fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) en vigueur.</p> <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.</p>
Constats : <p>Le point d'aspiration doit être amélioré : marquage au sol à réaliser ; butée de 30 cm à réaliser ; tenons verticaux de la canne d'aspiration à redresser. Lors de l'inspection, la préparation des travaux est constatée. Toutefois l'exploitant indique que les travaux seront réalisés lors de la semaine 12, c'est-à-dire la semaine suivant l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la réserve souple de 120 m³ a été implantée à droite de la seconde entrée du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra une photographie attestant de la réalisation des travaux sur le premier point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 12 : Aspirateurs adaptés aux zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.
Constats : 3 aspirateurs vus dans les locaux sont tous IP55. Ils sont donc adaptés à leur zone d'utilisation classée ATEX. Dans la zone du silo farine en travaux, la présence d'un aspirateur non conforme a été constatée. L'exploitant a transmis une photographie attestant du déplacement de cet aspirateur par courriel du 14 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion du risque d'explosion lié aux poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : Lors de la visite, des travaux de réfection sont en cours dans le silo farine. L'étage 3 est particulièrement empoussiéré : sols, canalisations et parois. Par courriel du 14 mars 2024, l'exploitant a justifié du nettoyage de l'étage à l'aide de photographies et a entrepris le nettoyage de l'ensemble des étages de ce silo.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Stockage de produits inflammables dans le silo farine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : Lors de la visite, il a été découvert des stockages de bidons de matières inflammables à l'étage 3 du silo farine. Ces bidons contiennent les produits nécessaires à l'élaboration de la résine permettant la réfection en cours du boisseau. Par ailleurs, ces matières étaient stockées sans rétention. Par courriel du 14 mars 2024, l'exploitant a transmis des photographies démontrant l'évacuation de ces produits inflammables. L'inspection des installations classées n'a plus d'observations sur ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite